

# cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX - N° 130 - VENDREDI 27 JANVIER 2012

## LA CANAILLE DU FAUBOURG

La seule chose qui soit "invisible" chez l'héritière du château de Montretout, c'est son identité sociale.

On doit pouvoir arranger ça, non ? ●

## AGENDA MILITANT

→ 29 janvier

Stains [Coopération Palestine en musique](#)

→ 30 janvier

Tours [Les 4 de Tours : la lutte continue](#)

→ 1er février

Paris [Où en sont les révolutions arabes ?](#)

→ 2 février

Marseille [Saltimbanque mondialisé, féministe, écologiste et pacifiste.](#)

## À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Travail

[Un sommet sans travail ?](#)

[Pour ne pas perdre sa vie à la gagner ! Transformer le travail, un enjeu politique](#)

→ Initiatives locales

[Nanterre défend le droit à la santé](#)

→ Débats

[Laïcité, émancipation, xénophobie](#)  
[Prostitution et pénalisation des clients](#)

→ Voir

[Les projections du Maghreb des films](#)

## Une nouvelle entourloupe

Si la crise économique que traverse notre pays a des conséquences fâcheuses, voire catastrophiques, pour une grande partie de nos concitoyens, pour le gouvernement, elle est surtout l'occasion de mettre en œuvre le programme libéral que le MEDEF lui souffle à l'oreille depuis des années. Il en est ainsi de la TVA dite "sociale", qui vise à transférer vers l'impôt une partie des cotisations sociales.

Il s'agit d'une mesure inégalitaire, injuste et inefficace.

Inégalitaire, car la TVA est l'impôt le plus inéquitable et anti-redistributif qui soit, les mêmes taux s'appliquant à tous, quelles que soient les différences de revenus.

Injuste, car cette nouvelle hausse de la TVA, après une première hausse du taux réduit en septembre dernier, va restreindre encore plus le pouvoir d'achat de ceux qui n'ont pour vivre que leur salaire, leur pension de retraite ou les indemnités chômage.

Enfin, il s'agit d'une mesure inefficace pour lutter contre le chômage : depuis 2007, pour s'en tenir au présent quinquennat, les exonérations de cotisations sociales patronales sur les bas salaires, qui poursuivent le même objectif d'allègement du coût du travail et qui ont coûté à l'État la bagatelle de 108 milliards d'euros, n'ont nullement empêché l'augmentation d'un million du nombre de chômeurs.

La TVA "sociale" permet surtout au gouvernement de poursuivre son entreprise de remise en cause du pacte républicain conclu après la guerre. Ce pacte est basé sur un financement solidaire de notre système de protection sociale par un prélèvement direct sur les richesses créées par le travail dans les entreprises. Le remplacer par un financement par l'impôt, et qui plus est par un impôt non progressif, constitue une nouvelle étape dans la mise à l'écart des partenaires sociaux et dans la privatisation de notre protection sociale, pour le plus grand bénéfice des grands groupes d'assureurs privés comme Malakoff-Médéric, dirigé par... le frère du président de la République !

Les dépenses de protection sociale représentent un quart du PIB de notre pays. Pour le gouvernement, c'est un montant trop élevé qui nuit à la compétitivité. Pour ma part, je considère au contraire que c'est un montant modeste au regard de l'importance des différents aspects de la vie ainsi couverts, de la maternité aux retraites en passant par la famille, les accidents du travail, la santé et le chômage.

Le niveau des seules dépenses de santé est, rapporté au nombre d'habitants, moins élevé dans notre pays qu'en Allemagne, si souvent citée en exemple. Or, il ne s'agit pas seulement d'une dépense permettant aux salariés d'être en bonne santé, mais également d'un investissement dans un secteur d'activité non délocalisable offrant à la fois des emplois qualifiés et non qualifiés.

● **Jacqueline Fraysse,**

Députée des Hauts-de-Seine

# D'Obama 1 à Obama 2, le non-changement ?

**Tandis que les médias se focalisent sur les rituels des primaires républicaines, *Occupy Wall Street* continue, malgré les violences policières. États-Unis "en récession", pour les 99% du moins. Les espoirs levés par la première campagne d'Obama n'ont pas tenu face à la politique qu'il a menée en consensus avec les Républicains. Que devient l' "Autre Amérique" ? Un premier éclairage par M.-A. Combesque.**

## Obama II, c'est parti !

**Obama a déçu mais il n'a pas perdu tous ses appuis. Le candidat du néolibéralisme a face à lui des prétendants républicains ultra conservateurs dont les opinions dépendent de ceux qui les financent.**

**4** novembre 2008. Les Américains en avaient majoritairement assez de Bush mais aussi de Cheney, de Rumsfeld, de Karl Rove et de bien d'autres figures emblématiques d'un double mandat placé sous le signe de la guerre et de sa privatisation, de la prophétie auto réalisatrice, du Nation Building, du mensonge, de la corruption morale et financière des élites républicaines au pouvoir, des cadeaux fiscaux aux amis et entre amis. Ils ont donc choisi

Barack Obama et ont surpris la planète cette fois en élisant un Noir à la Maison blanche. Que le symbole était beau et porteur d'espoir ! Une foule galvanisée assistait à son intronisation le 20 janvier 2009 à Washington. J'en connais qui prirent le train depuis New York pour dire : « *Nous y étions !* » tout simplement.

L'ère Bush appartenait au passé ; Barack Obama allait mettre fin à la guerre en Irak, fermer Guantanamo, débarrasser



« *La victoire d'Obama n'allait jamais dépasser le symbolique.* »

le ciel étatsunien de ses fumées polluantes et créer une nouvelle société plus juste socialement. C'était certain, il allait embarquer les Américains dans son projet et les faire rêver comme le prédisait Martin Luther King Jr. Près de cinquante ans auparavant. Au-delà, le monde regardait ce nouveau président et son altière épouse avec les yeux de Chimène. A Oslo, une académie de vieillards lui accordait, moins d'un an après sa victoire et par ★★★

★★★ anticipation, le prix Nobel de la paix « pour ses efforts extraordinaires en faveur du renforcement de la diplomatie et de la coopération internationales entre les peuples »(1).

Mais, la victoire d'Obama n'a jamais dépassé le symbolique. Il a chaussé les godillots de Bush en politique étrangère, son rêve était bien trop néolibéral et son discours aussi creux qu'une dent en matière économique. Depuis le printemps 2011, le 44<sup>ème</sup> président est en campagne pour un second mandat et a l'audace d'espérer une réélection qui risque bien d'être sans gloire.

#### L'« intendant de l'empire »

L'une des premières décisions du président Obama consiste à maintenir Robert Gates, ancien de la CIA et vétéran de l'Iranguate, à son poste de Secrétaire à la Défense, poste qu'il occupera de novembre 2006 à fin avril 2011. Gates est l'un des plus fervents soutiens de la politique du renforcement des troupes en Irak à partir de janvier 2007. Le candidat Obama qui a fait campagne entre autre sur le mot d'ordre du retrait des troupes américaines d'Irak pour mai 2010 au plus tard se transforme en un coup de cuillère à pot en va-t-en guerre. Les troupes de combat quitteront bien l'Irak mais seulement au terme de la mission définie par George W. Bush soit en décembre 2011. Et les *contractors* restent. ABC News évalue leur nombre à environ 10 000 en janvier 2012 (2).

Dès sa prestation de serment, Obama intensifie la guerre contre le terrorisme.

Outre l'Afghanistan, le Pakistan, le Yémen et la Somalie deviennent la cible des drones de l'armée américaine engendrant de nouveaux conflits, de nouveaux attentats et d'importants déplacements de populations qui nourrissent et amplifient une instabilité chronique dans certaines régions tels le Baloutchistan ou les zones tribales au Pakistan. D'une administration l'autre, la continuité ne fait aucun doute si bien qu'il est impossible de dire aujourd'hui que la période Bush-Cheney-Rumsfeld n'a été qu'une parenthèse dans l'histoire de la politique étrangère étatsunienne. Elle est la norme, de la Palestine à l'Irak en passant par l'Iran. « Obama a agi en

**« Obama a agi en  
nouvel intendant de  
l'empire américain,  
poursuivant les mêmes  
objectifs que ses  
prédécesseurs et avec  
les mêmes moyens. »**

*nouvel intendant de l'empire américain, poursuivant les mêmes objectifs que ses prédécesseurs et avec les mêmes moyens* », écrit Tariq Ali (3). Obama durcit même la norme en signant par exemple le 31 décembre 2011 *le National Defense Authorization Act* qui autorise la détention militaire indéfinie, sans procès y compris pour les citoyens américains soupçonnés de terrorisme. Encore plus fort que le *Patriot Act* de G.W. Bush signé le 14 décembre 2001 ! Entre ces

#### Déjà Martin Luther King :

« Au moment où nous nous demandons : "Et maintenant où allons-nous ?"; je veux vous dire avant de conclure qu'il nous faut envisager honnêtement une question : notre mouvement doit se demander à lui-même comment restructurer toute la société américaine. Il y a quarante millions de pauvres chez nous. Et un jour il nous faudra poser la question : "pourquoi y a-t-il quarante millions de pauvres en Amérique ?" ET quand vous commencez à vous poser cette question, vous vous interrogez sur le système économique, sur une plus vaste distribution de la richesse. Quand vous posez la question, vous commencez à mettre en doute l'économie capitaliste. Et je suis tout bonnement en train de vous dire que, de plus en plus, nous devons commencer à mettre en question l'ensemble de la société. ... »

"Et maintenant où allons-nous ?" discours prononcé le 16 août 1967.

deux dates, d'après Amnesty International, ce sont 70 000 personnes qui ont été arrêtées dans le monde dans le cadre de la guerre contre le terrorisme.

La fermeture de Guantanamo n'est plus du tout à l'ordre du jour depuis belle lurette, pas plus que celle de Bagram, camp de détention passé aux oubliettes de cette sale guerre. Construit pour accueillir 1 200 détenus, personne de l'extérieur ne peut y accéder ★★★

(1) "Barack Obama prix Nobel de la paix", [Le Monde.fr](http://LeMonde.fr) avec AFP, 09/10/2009.

(2) "A Look at US Presence in Iraq After Troops Leave". Kirit Rabia, ABC News. 21/10/2011.

(3) Tariq Ali, *Obama s'en va-t-en guerre*, Verso Londres 2010. La Fabrique éditions pour la traduction française, 2010. La plume de Tariq Ali est féroce ; ouvrage à lire.



« Une phase de grande récession » - Des raisons de poursuivre la lutte.

★★★ hormis le personnel de la Croix Rouge internationale et personne ne peut dire aujourd'hui ni combien de prisonniers y végètent ni quelles sont leurs conditions de détention. Bagram est sous gestion directe de l'armée américaine en Afghanistan.

Sur le front intérieur, les nouvelles ne sont guère plus réjouissantes sauf à croire sur parole l'un des candidats républicains à l'investiture de son parti pour la présidentielle, Mitt Romney, anciennement gouverneur du Massachusetts lorsqu'il déclare que Barack Obama veut « transformer l'Amérique en une société d'assistés de style européen » (4). Candidat du grand capital, représentant du 1 % dénoncé par le mouvement *Occupy Wall Street* (OWS) avec ses 200 millions de dollars de fortune personnelle (5), M. Romney transforme la réalité comme Bush avant lui. (Le lecteur ne manquera pas de noter au passage en quelle estime mais aussi ignorance Mitt Romney tient les peuples européens)...

Or, Obama est un adepte du consensus avec les Républicains. Il n'a pas remis en cause les baisses d'impôts de G. W. Bush, privant son premier plan de relance et son budget de recettes importantes en 2009. Il a préféré négocier et

renégocier sa réforme de la protection sociale qui entrera en vigueur en 2014 ce qui a eu pour conséquence de faire disparaître l'option publique pourtant prévue au départ. Consensus rime avec reniement et ne rapporte plus dans les rangs de l'opinion ; seulement un quart de la population active aux États-Unis approuve sa politique économique. Or,

**Obama est un adepte du consensus avec les Républicains. Consensus rime avec reniement et ne rapporte plus dans les rangs de l'opinion ; seulement un quart de la population active aux États-Unis approuve sa politique économique...**

la présidentielle approche et les commentateurs de gauche ne se privent pas de dire que l'Amérique est aujourd'hui dans une phase de grande récession comme on disait grande dépression

dans les années trente du XX<sup>e</sup> siècle. Obama suivrait-il les traces d'Herbert Hoover dans le domaine de la politique économique ?

#### **Un Tea Party de bric et de broc**

Trois ans d'exercice du pouvoir l'ont utilisé de même que sa politique du consensus avec le parti républicain. Ce dernier, subjugué par le mouvement *Tea Party*, s'est transformé. Sa branche conservatrice classique, travaillée depuis plusieurs années par les influents mouvement évangéliques, est aujourd'hui laminée par une tendance extrémiste qui use d'un vocabulaire et d'images à peine codés pour dénigrer Barack Obama qu'elle accuse de ne pas être Américain et donc d'avoir été frauduleusement élu président. Anti élites, anti fédéral, ★★★

Le district scolaire de Tucson, Arizona vient de publier une liste de huit ouvrages interdits dans les établissements de son périmètre. Six d'entre eux concernent l'histoire du mouvement Chicanos et l'immigration latino. Le septième est l'ouvrage le plus célèbre de Paulo Freire, *Pédagogie des Opprimés*. Le huitième, *La Tempête* de Shakespeare.

(4) "Primaire républicaine : Mitt Romney s'impose dans le New Hampshire". [Le\\_mondre.fr](http://Le_mondre.fr) avec AFP et Reuters. 11/01/2012.

(5) "Mitt, Son of Citizen's United", Robert Reich, *Robert Reich's blog, Truth out*, 04/01/2012.



★★★ anti islam, adepte des théories du complot, pro guerre, pro life, pro peine de mort, les adeptes du mouvement *Tea Party* considèrent également que le réchauffement climatique est une fable. Dans la ligne de mire de ces radicaux depuis 2008, année de leur apparition politique, les plans de relance fédéraux, la réforme de la santé, l'éducation.

La base militante du *Tea Party* est majoritairement constituée de mâles blancs hétérosexuels de plus de 50 ans dont les revenus et le niveau d'éducation sont généralement plus élevés que la moyenne. Ils incarnent la mythique Suburbia, la périphérie pavillonnaire blanche devenue le rêve américain dans les années cinquante du XX<sup>e</sup> siècle. Et ils ont peur de la décadence et du déclin : de leur société, de leur mode de vie, de leur histoire démographique, bouleversée depuis trente ans et plus par l'afflux d'immigrants latinos (la plupart clandestins aujourd'hui), de leur puissance politique et militaire.

Derrière le *Tea Party*, on trouve le grand capital représenté par les très discrets et libertariens frères Koch, troisième fortune américaine acquise dans le business du pétrole qui, entre 2000 et 2010 ont dépensé près de 200 millions de dollars pour des causes et/ou des institutions très conservatrices (6). On trouve également l'élite politique républicaine de Washington représen-

tée par Dick Arme, responsable de la majorité républicaine au Congrès entre 1995 et 2003, fondateur et président du mouvement *Freedom Works* qui a pour devise : « moins d'impôt, moins de gou-

**Derrière le Tea Party,  
on trouve le grand  
capital représenté par  
les très discrets et  
libertariens  
frères Koch,  
troisième fortune  
américaine acquise dans  
le business du pétrole**

vernement, plus de liberté ». La vague *Tea Party* n'a rien de spontané. Elle surfe sur ce tiers de l'Amérique qui place sa confiance dans l'ultra conservatisme. L'élection d'Obama a représenté un électrochoc repris en boucle par la formidable machine médiatique conservatrice, propriétaire de chaînes de radio, de télé, d'émissions qui déversent à longueur de journée les inepties créationnistes et autres balivernes sur l'ensemble du territoire des États-Unis. Cependant, et ce n'est pas la moindre de ses contradictions, le mouvement *Tea Party* qui semble avoir le vent en poupe d'un point de vue politique est incapable de se mettre d'accord sur le nom de son candidat à

la présidentielle : Newt Gingrich, Rick Santorum ou Mitt Romney (soutenu par les frères Koch) ? Au fond, peu importe, car cette campagne, encore un peu plus que les précédentes, est une affaire de gros sous. Les personnalités à la tête des *Political Action Committee* (PAC - Comité d'action politique), ces organisations intermédiaires entre des donateurs et leur(s) bénéficiaire(s) font avancer leurs idées à coup de millions de dollars. En 2010, la très conservatrice Cour suprême a donné raison à une très conservatrice organisation, *Citizens United*, et abolit la notion de plafond pour les donateurs fixé à 2 500 dollars jusque là. Ainsi sont nés les *Super PAC*. Karl Rove, ancien conseiller de W., à la tête de l'un d'entre eux, a financé nombre des nouveaux élus républicains de la Chambre aux élections de mi-mandat.

Des millions de dollars pleuvent aujourd'hui sur les candidats mais également sur Barack Obama qui peut compter sur l'industrie du film (Hollywood). Chacun a son *Super PAC* et chacun se vend aux plus offrants. Un autre monde est plus que nécessaire indeed !

● **Marie-Agnès Combesque**

(6) "Covert Operations The billionaire brothers who are waging a war against Obama". Jane Mayer, *The New Yorker*, 30/08/2010.

# Les États-Unis au cœur d'un nouveau cycle abolitionniste

La peine de mort recule aux États-Unis : moins de condamnations à mort prononcées par les tribunaux, moins d'exécutions capitales perpétrées par les États fédérés (43 en 2011 soit deux fois moins que dans les années 1990). Si les progrès sont encore insuffisants pour envisager l'abolition à moyen terme, ils marquent néanmoins une inflexion et renforcent le cycle de lutte abolitionniste (1) que nous connaissons depuis 1995 et au sein duquel les États-Unis tiennent une place prépondérante.

Trois cas font la une cette année-là. Sara Balabagan, jeune immigrée philippine aux Émirats arabes unis, condamnée à mort pour avoir tué son patron qui tentait de la violer. Une campagne planétaire lui permet d'échapper au sort promis par les autorités émiraties. Ken Saro-Viwa, écrivain et militant écologiste nigérian, défenseur de son peuple, les Ogoni, contre les compagnies pétrolières présentes dans le delta du Niger. La dictature de Sani Abacha le condamne à la pendaison, sentence exécutée le 10 novembre 1995 malgré une campagne de soutien menée notamment par le Parlement international des Écrivains. L'exécution de Ken Saro-Viwa colle depuis à la réputation de la Shell.

## En direct du couloir de la mort

Enfin, Mumia Abu-Jamal dont le nom surgit au début de l'été 1995. L'homme a été condamné à mort en Pennsylvanie le 3 juillet 1982 à la suite d'un procès dans lequel son passé de membre du Parti de la



Panthere noire (*Black Panther Party*) a été largement mis en avant pour créer un lien abusif de cause à effet entre son militantisme politique et l'assassinat du policier blanc dont il est accusé. Une campagne militante voit le jour aux États-Unis puis en Europe. En France, le MRAP utilise son temps de parole à l'ONU (2) en août 1995 pour présenter son cas au public des ONG internationales. Quelques jours plus tard, un premier sursis à exécution est annoncé. Le 7 décembre 2011, sa condamnation à mort est commuée en perpétuité réelle ou mort sociale (3).

Cette victoire à la Pyrrhus ne doit pas faire oublier que Mumia est l'homme par qui la peine capitale aux États-Unis a subi une série de coups contribuant au recul enregistré ces dernières années. Personnalité talentueuse et hors du commun, Mumia témoigne de l'inhumanité des conditions de détention dans un couloir de la mort. Son témoignage est inédit depuis le début des années cinquante du XX<sup>e</sup> siècle lorsque Caryl Chessman publie ses mémoires (4). Une différence cependant, Chessman parle de lui-même, Mumia, des autres. ★★★

(1) La lutte contre la peine de mort au XX<sup>ème</sup> siècle est caractérisée par 4 cycles abolitionnistes. Chacun d'eux prend naissance aux États-Unis et donne lieu à d'importants et durables mouvements sociaux : Sacco et Vanzetti (1921-1928), Ethel et Julius Rosenberg (1951-1953), Caryl Chessman (1954-1960), Mumia Abu-Jamal depuis 1995.

(2) Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, Genève, août 1995.

(3) Les organisations abolitionnistes, aux États-Unis comme partout ailleurs, refusent généralement d'établir un lien entre mort physique et mort sociale et se retrouvent à proposer la perpétuité réelle comme peine de remplacement à la peine capitale.

(4) Caryl Chessman, *Cellule 2 455 couloir de la mort*, Presses de la Cité, 1955 pour la traduction française.

★★★ Ses écrits (5) qui déclenchent la haine dans les rangs du syndicalisme policier et dans les médias *main stream* outre Atlantique lui valent dans l'Europe abolitionniste une popularité croissante (auprès des partis de gauche). Surtout, au fil des ans, de nouveaux défenseurs viennent grossir ses soutiens, à com-

mencer par Amnesty International qui, en 2000, se rallie à la demande d'un nouveau procès (6).

#### En direct de la Cour suprême

Le facteur temps est primordial dans une campagne abolitionniste. Malgré un soutien lui aussi planétaire, Carla Faye

Tucker est exécutée le 3 février 1998 au Texas après une campagne commencée seulement trois semaines avant son exécution. Son assassinat légal permet cependant de lézarder le soutien jusque là sans faille des *Born Again Christian* - dont elle était membre - à la peine de mort. Depuis 1998, de nombreux condamnés à mort aux États-Unis sont sortis de l'anonymat qui facilite les exécutions rendues désormais visibles. Un seul a pour le moment survécu : le Texan Hank Skinner.

Le projet Innocence qui finance le recours aux tests ADN pour les condamnés à mort et les longues peines qui clament leur innocence, les familles de victimes de meurtres contre la peine de mort ont secoué l'opinion (7) et les juges y compris ceux de la Cour suprême. Conscients des bavures du système judiciaire et de la mauvaise publicité faite aux tribunaux outre Atlantique, ces derniers ont rejeté en 2002 puis en 2005, les éléments les plus choquants aux yeux des élites mondialisées : respectivement, la peine de mort appliquée aux attardés mentaux puis la peine de mort appliquée aux mineurs au moment des faits. Ils ont réduit le champ d'application de la peine capitale pour mieux en conserver le cœur et le perpétuer le plus longtemps possible.

#### ● Marie-Agnès Combesque

(5) Mumia Abu-Jamal, *En direct du Couloir de la Mort*, préface de Jacques Derrida, La découverte, 1995 pour la traduction française.

(6) *A Life in the Balance The Case of Mumia Abu-Jamal*, index AI : AMR 51/20/00.

(7) 61 % des Américains sont aujourd'hui favorables à la peine capitale contre 80 % en 1995. Sondage Gallup réalisé en octobre 2011, deux semaines après l'exécution controversée de Troy Davis.

## Que nous dit la gauche américaine ?

Entretien avec Patrick Silberstein, fondateur des éditions Syllepse



Avril 2012,  
260 p. - 20 euros

**Il y a vingt ans, Syllepse publiait une revue baptisée *L'Autre Amérique* ; aujourd'hui, vous créez une collection *Radical America*. Quels liens éditoriaux établissez-vous entre ces deux publications ?**

Nous avons alors été saisis par l'ignorance des réalités du mouvement social et de la contestation aux USA. Nous avons voulu donner à lire ce que produisait la militance de ce pays : grèves, mouvement féministe, mouvement noir, tentatives de faire exister une gauche politique, etc. Les gauches américaines non seulement luttaient pied à pied au cœur de la citadelle mais produisaient des idées qui nous semblaient poser des questions auxquelles nous allions être confrontés ici et, notamment, les questions d'alliances entre mouvements sociaux, de rapport entre classe et race. Le soulèvement de Los Angeles en 1992 nous a permis de publier les premiers textes parus en français de Mike Davis.

Il y a vingt ans, nous n'avions pas les moyens de notre ambition et *L'Autre Amérique* n'a pas tenu plus d'une douzaine de numéros. Mais nous avons gardé en mémoire nos préoccupations. Nous avons publié quelques ouvrages en lien avec les idées qui nous trottaient dans la tête : sur l'action affirmative, sur les émeutes de Chicago, sur Marx et la guerre civile américaine. C'est ce chantier que nous reprenons avec un peu plus de moyens en matière de traduction et toujours la même préoccupation : que peut-on apprendre de la gauche américaine ?

**Quelles seront les premières parutions ? Quels ont été vos critères de choix pour sélectionner ces ouvrages alors même que le paysage de la gauche étatsunienne est d'une ampleur insoupçonnée de ce côté-ci de l'Atlantique ?**

Le premier titre sera *Black and Red* d'Ahmed Shawki consacré aux rapports conflictuels et dialectiques entre la gauche américaine et le mouvement noir. Nous préparons aussi la traduction d'une biographie de Malcolm X, la traduction de textes de CLR James et de quelques autres pépites de la mine d'or que constitue ce paysage éditorial que tu évoques. Encore une fois, il ne s'agit pas de faire des "coups" éditoriaux mais d'insuffler des éléments de compréhension dans la façon dont nos camarades américains traitent les questions qui sont aussi les nôtres.

● Propos recueillis par M.-A. C.

## Quelle semaine !

Que se passe-t-il ? Sarkozy devient le chantre de la taxe Tobin, Bayrou "découvre" le volontarisme politique, François Hollande vient d'affirmer son hostilité « *au monde de la finance* », son « *seul ennemi* » qui « *ne se présente jamais à aucune élection* ». S'ils parlent ainsi, c'est à la fois que la réalité les y contraint et qu'ils jugent l'espace encore vacant.

Les Echos du 18 janvier titrent page 29 : « *Le CAC 40 a versé 44, 6 milliards d'euros à ses actionnaires l'an dernier, soit une progression de 15%* ». La Tribune du lendemain nous explique que la dette de la France se monte à 148,8 milliards d'euros et que les paradis fiscaux protègent 800 milliards d'euros pour la part provenant des Français. Le Monde du 20 nous annonce que nous avons perdu notre triple A parce que la politique d'austérité ampute la relance. André Orléan, "économiste atterré", nous dit dans *Le Monde des Idées* que ce qui nourrit la relance américaine est l'absence d'indépendance de la banque centrale US à l'égard de l'État.

Décidément, le capitalisme devient difficile à défendre. Un peu partout, en dehors du tapage médiatique, se développent de manière encore trop souterraine une myriade de textes de la "gauche critique" de rencontres, d'expérimentations en quête d'alternative. Rarement, le capitalisme n'a autant été mis en cause. De ce fait, rarement l'absence de perspectives transformatrices n'a tant fait défaut. Mais l'approche des élections, l'insatisfaction que laissent ceux qui prétendent au titre, stimulent cette quête. Il n'y a pas que ce qui est positif qui pousse à l'action, les manques peuvent aussi le faire.

Mais comment distinguer ce qui est la vraie radicalité et ce qui n'en est pas ? L'accumulation de points d'exclamation à un discours ne suffit pas. Sommes-nous vraiment au niveau de ce qu'impliquent les attentes et mesurons-nous l'influence du peuple sur la vie politique ?

L'antagonisme qui participe de cette société apparaît plus cru. Commence à émerger que celles et ceux qui réclament la démocratie ne peuvent le faire en se limitant à un zest de réforme fiscale et deux doigts d'aide à l'emploi. Les dominés se heurtent à un système cohérent. Ils ne peuvent réussir qu'en s'attaquant à la culture politique dominante et en commençant à sortir de l'obéissance. Cela aussi est dans l'air du temps : le gouvernement américain vient de fermer de manière pirate un site d'accès à la culture gratuit, menaçant l'espace de liberté que peut être le net ; les "Anonymous" ont riposté en bloquant les serveurs de la Maison Blanche.

S'inscrire dans la répétition de ce qui a déjà été tenté ne mène nulle part. L'argent, dont tout le monde reconnaît l'existence, est le nôtre. Il est issu du surplus du travail, de la spéculation rendue possible par les délocalisations et les destructions de postes de travail, par le pillage des richesses publiques. Le reprendre et avoir les pouvoirs nécessaires pour qu'il aille à l'activité sociale, est la seule issue à la crise. Osons dire à la finance et aux grands trusts « *on vous prend tout* ». Mais la France et l'URSS ont en commun d'avoir fait la démonstration que propriété d'État n'était pas pouvoir des citoyens. Dans les deux cas, ceux-ci ont continué à être dessaisis donc toujours dominés. Le centre de gravité de la transformation est-il au sein des forces radicales ou au sein des mouvements auxquels ces forces participent ? Être citoyen ne se limite pas au temps passé dans l'isoloir ou même dans les manifs. C'est sortir du rôle d'appoint, de supporters pour se considérer comme décideurs associés. C'est faire d'assemblées générales liant salariés, habitants et élus, des lieux de collaborations constants. Ce ne sont pas les luttes qui doivent aider les élus mais les élus qui doivent aider les mouvements. C'est, avec ses semblables, devenir force de pouvoir. C'est la seule alternative à la déception.

● Pierre Zarka



## Le doigt dans le clafoutis

# La girouette ou le bonnet phrygien ?

**M**on village natal en Franche-Comté est à lui seul un résumé de la France : une devise sur le fronton de la mairie, une girouette à côté des commerces, un bonnet phrygien sur le clocher municipal. « *Droite est ma ligne* », rappellent les lettres qui s'effacent. « *Gauche est mon louvoisement* », suggère la girouette. « *Révolution* », dit le rouge bonnet. Qui semblait aussi porté par les 4 200 femmes et hommes qui avaient choisi de souffler le vent, ce mardi 24 janvier, au Palais des Sports de Besançon, lors d'un meeting du Front de gauche.

Lors de son raout réussi du Bourget, le capitaine François Hollande a, lui, donné un coup de barre à gauche à son navire. Pourquoi ? « *Pour gagner l'élection* », m'ont répondu des amis socialistes, me glissant dans un soupir : « *Il pourra toujours donner un coup de barre à droite le moment venu.* » Ainsi donc au cynisme de la droite sarkozienne succèderait l'opportunisme d'une gauche d'accompagnement.

En réalité, il n'a pas échappé à un François Hollande, toujours en tête, son effritement dans les sondages depuis la primaire socialiste : - 7 % en 1 mois au 1<sup>er</sup> tour. L'ampleur de la baisse a

fait réfléchir le candidat socialiste sur sa stratégie de l'esquive et de l'évitement, censée ne pas froisser l'électorat centriste pour le récupérer. Or cette danse du centre s'est ici avérée sans effet. Pire, selon les enquêtes d'opinion du mois dernier, près la moitié des sondés s'éloignant du candidat socialiste, faisaient ce chemin pour se rapprocher du Front de gauche. Qui connaît un début de dynamique encourageant, boosté par Jean-Luc Mélenchon et des meetings, fortifié par des assemblées citoyennes et quelques débats sur l'abstention.

François Hollande, tout en faisant disparaître dans son programme des pans entiers du projet socialiste, corrige donc sa trajectoire. Preuve que le vote utile à gauche est désormais à l'extérieur du PS. Que le trois-mâts du Front de gauche vienne aujourd'hui à chatouiller les 10 % dans l'océan capitaliste, et voilà le candidat du PS fustigeant la finance. À 15 %, Hollande parlera peut-être d'augmenter les salaires et d'embaucher des fonctionnaires. À 20 %, il acquiescera à la socialisation des banques. À 25 %, il dira ne pas s'opposer au changement de société.

● Philippe Stierlin

## L'image de la semaine



# Croisade liberticide derrière le cache-sexe de la laïcité

**A l'initiative du groupe RDSE du Sénat, une proposition de loi instrumentalise une nouvelle fois la laïcité pour justifier une croisade contre les Musulmans.**

Les périodes électorales sont toujours propices à des surenchères sécuritaires de la droite. Mais ce sont aussi des moments où des différences, parfois des clivages, s'expriment à gauche, qui traduisent, directement ou en creux, des choix essentiels. Le débat sur le « respect de la laïcité » dans les structures d'accueil de la petite enfance est de ceux là.

Déposée par le groupe Rassemblement démocratique et social européen du Sénat (qui comprend principalement les sénateurs membres du Parti radical de gauche), une proposition de loi « visant à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées en charge de la petite enfance et à assurer le principe de laïcité » fut débattue successivement le 7 décembre et le 12 janvier. Il est intéressant d'en lire les comptes-rendus intégraux sur le site Internet du Sénat.

## Croisade anti-Musulmans

Dès le début du débat, les promoteurs de la loi affichent clairement l'objectif : il s'agit d'une croisade contre les Musulmans, sous couvert de lutte contre les islamiques radicaux. La mise en exergue d'une affaire portée devant un tribunal (1) sert à légitimer une nouvelle loi destinée à combattre « l'expression des convictions religieuses » des professionnels en charge des enfants. Composée de trois articles, la proposition de loi énonce à la fois l'obligation de neutralité en matière religieuse des structures privées d'accueil de la petite enfance et une forme d'obligation de déclaration des orientations religieuses des salariés, qui pourraient être consignées dans leur contrat de travail.

Dès lors commencent les problèmes. Et le premier d'entre eux : à quel moment commence l'expression d'une conviction religieuse ? Le port d'un voile en fait-il partie ? Dans ce cas, va-t-on bientôt exiger des femmes assistantes maternelles de se dévoiler pour travailler à leur domicile ? Peut-être un peu gêné aux entournures par le risque de favoriser les discriminations, un sénateur socialiste s'est mis à espérer au cours du débat parlementaire : « dans le cas où l'enfant serait accueilli au domicile d'un assistant maternel, sans que le contrat de travail comporte de stipulations telles que celles que je viens d'évoquer, je souhaite que l'on ne présume pas un quelconque prosélytisme à partir de signes extérieurs, tels que par exemple le port d'un voile ». Et de souligner qu'il connaît des assistants maternels qui portent le voile et qui sont irréprochables. Effectivement, entre expression d'une conviction et prosélytisme, le législateur ne serait-il pas en train d'ouvrir une boîte de pandore ?

Côté droit, le débat fut explosif. Des députés soutinrent le projet, au nom de la protection des enfants et du péril islamique. Mais le ministre chargé des collectivités territoriales, Philippe Richert, souligna que « le Gouvernement ne pourra approuver le présent texte, en particulier parce que son application risquerait de conduire à une intrusion dans la vie privée des assistants maternels ». Et Philippe Bas (UMP) souligna, lui, que « Cette proposition de loi est lourde de dangers. Il y a en effet quelque inconvénient à vouloir poursuivre les logiques jusqu'à leurs termes les plus extrêmes. Au reste, pourquoi se concentrer seulement sur la neutralité à l'égard de la

religion ? Après tout, on pourrait aussi soutenir que les parents aimeraient connaître les convictions politiques exprimées au domicile de l'assistante maternelle ». De fait, un nouveau pas dans la surenchère liberticide est franchi avec l'intrusion de la loi au sein d'un lieu privé (le domicile), là où le pouvoir se concentrait jusqu'à présent sur l'apparition des femmes voilées dans l'espace public.

Côté gauche, les groupes RDSE ont soutenu le texte, de même que les socialistes (mais pas tous), le groupe communistes, républicains et citoyens s'est abstenu (après avoir voté contre l'article 3 le plus contesté) et le groupe écologiste a voté contre. On soulignera l'implication de la sénatrice verte Esther Benbassa : « Étendre l'obligation de neutralité aux assistantes et assistants maternels, dans le cadre de l'activité d'accueil d'enfants à leur domicile, constituerait une intrusion de l'État dans la sphère privée. (...) Le respect de la vie privée est un des acquis inaliénables de la modernité et du progrès qui lui est attaché. L'État a le droit et le devoir de veiller à la neutralité religieuse dans l'espace public et à l'application du principe de laïcité, mais conformément à l'esprit et à la lettre de la loi de séparation des Églises et de l'État de 1905, à savoir dans le respect des convictions religieuses de chacun et de chacune, et tant que l'expression de ces convictions n'empiète pas indûment sur cet espace. De surcroît, comment déterminer avec précision ce qui relève de l'expression d'une conviction religieuse au domicile d'un assistant maternel ou d'une assistante maternelle ? (...) On pourra aisément, ainsi, ●●●

(1) Il s'agissait de la plainte d'une salariée de crèche associative contre son licenciement en 2008 pour avoir refusé d'ôter son voile sur son lieu de travail. Soulignons que la plaignante a été déboutée.

●●● *tomber dans la surinterprétation, la pure conjecture ou le simple préjugé, rien ne fournissant plus ici de justification rationnelle et objective à une éventuelle rupture du contrat de travail entre l'employé et l'employeur. Je souhaite également rappeler que l'article L. 1132-1 du code du travail interdit les discriminations directes et indirectes, notamment celles fondées sur les convictions religieuses, au moment du recrutement ou durant l'exécution du contrat de travail* ». Selon plusieurs associations, la proposition de loi est d'autre part contraire à la Convention européenne des droits de l'homme (du fait de la violation du droit à la vie privée).

#### **Entreprise liberticide contre émancipation**

Au-delà des réactions à la loi votée le 17 janvier (lire ci-contre la déclaration de Patrick Braouezec), le débat concerne aussi bien l'émancipation – des femmes, et de la société en général - que la laïcité, la lutte contre les discriminations et la

xénophobie. Plusieurs fils rouges mériteraient d'être tirés, notamment sur la nature du combat pour l'émancipation : ne doit-il pas s'appuyer d'abord sur l'éducation et la conviction, et non sur la contrainte ? Autrement dit : peut-on imposer l'émancipation ?

Dans le débat en cours aussi bien au sein de l'ACU (2) que dans la FASE, on retiendra ce point de vue de Catherine Bottin-Destom, militante féministe et communiste unitaire : « *La véhémence de nos échanges sur voile, corps et liberté indique que se débat ici quelque chose qui touche à du sensible de nos individualités, la part en chacun de nous, comprise entre notre liberté dans l'espace public et l'inaliénable de notre intimité. Or, de quoi débattons-nous en réalité ? Des femmes, de l'Islam religion - culture structurante de plusieurs peuples qui se sont dressés contre l'une des nations coloniales majeures de l'Occident. Et qui ont entamé sa domination. Autrement dit, à l'intérieur des frontières de cette Nation- République, nous parlons des deux lépreux de la République, la femme et le colonisé. Et quand ces deux là se rassemblent sous un même voile, la République inachevée devient féroce. Parce qu'elle n'a toujours pas entériné le processus d'émancipation de ses derniers lépreux. Vers eux, elle tente, dans une vocifération qui la défigure, de re-graver dans le marbre de la loi, le périmètre restreint qu'elle réserve à l'expression de leur liberté et à la gouverne de leur intimité. L'entreprise est difficile parce que la République s'affirme émancipatrice. Voici donc les représentants de cette République là, contraints de se planquer derrière le cache sexe de la laïcité et de la neutralité dans leur entreprise liberticide* ».

● **Gilles Alfonsi**  
(2) Lire les différents points de vue : [www.communistesunitaires.net](http://www.communistesunitaires.net), Rubrique « Rencontres/Débats »

# Halte à l'exclusion des Musulman-e-s

## Une déclaration de Patrick Braouezec, député (FASE), après l'adoption de la proposition de loi par le Sénat.

**J**e suis particulièrement choqué par la proposition de loi reprise par les sénateurs, membres du Parti Socialiste, qui vise à étendre l'obligation de neutralité aux structures privées de la petite enfance.

Cette loi vise une catégorie de la population et une seule, les citoyennes musulmanes portant foulard - je dis bien foulard et non pas niqab ou burqua - qui se trouvent dès lors confrontées à une véritable chasse aux sorcières. Le but de ce projet est de les exclure de l'espace public et social mais va jusqu'à les contrôler dans le privé ; de ce fait, il constitue une atteinte aux principes fondamentaux de la loi de 1905, que sont la liberté de conscience et d'opinion.

Alors que cette même loi, la Déclaration universelle des droits de l'homme mais

aussi la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 garantissent la liberté de conscience et d'expression pour tous les citoyens, quelle que soit leur religion ou non religion.

Ce projet s'inscrit dans une logique d'exclusion des Musulmans et, plus particulièrement des Musulmanes.

Quand certains élus cesseront ils de stigmatiser des citoyennes françaises parce qu'elles portent un foulard ?

Depuis 2004, il y a nombre de mesures d'exception décidées contre les femmes musulmanes : loi de 2004 pour chasser les jeunes filles avec un foulard (ou un bandana, un turban, une casquette) et/ou une robe jugée trop longue dans les collèges et les lycées ; loi d'interdiction du port du voile intégral dans les espaces public ;

en 2011, résolution votée par l'UMP réclamant l'extension du principe de neutralité pour tout collaborateur du service public à l'ensemble des structures privées des secteurs social, médico-social et de la petite enfance et estimant souhaitable la possibilité, pour toute les entreprises, d'encadrer les pratiques et tenues « susceptibles de nuire à un vivre ensemble harmonieux » ; volonté d'exclusion des mamans portant un foulard de l'accompagnement des sorties scolaires, maires refusant de procéder à un mariage si la future mariée persiste à garder son foulard...

Cette loi d'exclusion est insupportable, car c'est bien l'Islam qui est visé et cela suffit.

● **Patrick Braouezec**  
20 janvier 2012



**Salariés très en colère.** C'est d'abord par la radio que les salariés de Petroplus ont eu confirmation de la menace qui pesait sur leur entreprise : dépôt de bilan, "grâce", entre autres, aux coups tordus des banques. Le 2 février, à l'occasion de la réunion de l'Union française des industries pétrolières, les Petroplus montent à Paris : l'inquiétude sur les salaires, l'emploi, les retombées sur le tissu industriel et social de la région, a tourné à la colère. Fralib, SeaFrance, HebdoPrint, Petroplus : il est grand temps que le pouvoir d'orienter et de décider change de mains, revienne à ceux qui produisent, avec les usagers et des élus partenaires.



© Maxppp Yann Foreix

Abolir les armes nucléaires. Selon une étude publiée par la Campagne Internationale pour l'Abolition des Armes Nucléaires (ICAN), les trois-quarts des nations du monde soutiennent la proposition du Secrétaire général de l'ONU pour un traité visant à interdire et éliminer les armes nucléaires. Plus sur <http://www.icanfrance.org/> et dans le dossier de *Cerises* n°126 sur [www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)

**Mururoa mon amour.** C'est sous ce titre que Ph. Stierlin évoquait les essais nucléaires en Polynésie (*Cerises* n°57). Le Sénat a adopté le 18 janvier, une proposition de loi concernant la rétrocession à la Polynésie des atolls de Moruroa et Fangataufa au 1/1/2014, l'État continuant d'en assurer la sécurité et la surveillance radiologique et géo-mécanique. Est également prévue une information plus transparente sur les expertises menées sur ces lieux. Voté par la majorité PS, EELV, CRC et RDSE, l'UMP votant contre et les centristes de l'UCR s'abstenant, ce texte se heurtera à la majorité de droite à l'Assemblée nationale. Raison de plus d'en changer la majorité cette année.

**Et nous dans tout ça ?** C'est la question que posent la FASE, la Gauche alternative et le NPA en Ille et Vilaine face à la crise financière, du capitalisme, de la démocratie. Et de poursuivre : « *Pour sortir de l'alternance entre une gauche sociale-libérale et une droite qui nous asphyxie chaque jour un peu plus, posons-nous ensemble quelques questions : les élections sont-elles l'alpha et l'oméga de l'action politique ? quels nouveaux rapports entre mouvement social et forces politiques devons-*

*nous construire ? révolution citoyenne, révolution démocratique : l'irruption d'un mouvement populaire dans la vie politique est-elle possible ? que faire pour en créer les conditions ? ».* Débat le 7 février à 20h30 à Rennes, Maison des Associations, avec Pierre Zarka, auteur de *Osons la vraie rupture* et François Coustal, rédacteur à *Tout est à nous*, hebdo du NPA.

**FRONT DE GAUCHE** **THÉÂTRE** **FRONT DE GAUCHE**

**SAMEDI - 28 - JANVIER - 2012**  
15h00

**FRONT DE GAUCHE PARIS CENTRE**  
**PRÉSENTE**

**D'UN RETOURNEMENT L'AUTRE**  
**COMÉDIE SÉRIEUSE**  
**SUR LA CRISE FINANCIÈRE**  
**EN QUATRE ACTES**  
**ET EN ALEXANDRINS**  
DE FRÉDÉRIC LORDON

**ESPACE JEAN DAME,**  
**17, RUE LÉOPOLD BELLAN, PARIS 2<sup>E</sup>**  
**REPRÉSENTATION SUIVIE**  
**D'UNE DISCUSSION AVEC LE PUBLIC**  
DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE 2012  
EN SOUTIEN À JEAN-LUC MÉLENCHON,  
CANDIDAT DU FRONT DE GAUCHE  
contact.fdgpariscentre@placeaupleuple2012.fr

**GRATUIT**

*Cerises* est édité  
par les Communistes unitaires  
Noyau de *Cerises*: Gilles Alfonsi  
Gilles Boitte, Michèle Kiintz  
Roger Martelli, Philippe Stierlin  
Catherine Tricot, Zarz  
contact.cerises@gmail.com  
[www.cerisesenligne.fr](http://www.cerisesenligne.fr)